

Intervention de François Ruffin mardi 25 septembre 2018 à propos de la croissance économique

M. François Ruffin. Monsieur le ministre, madame la présidente de la commission spéciale, monsieur le rapporteur général, mesdames et messieurs les rapporteurs, nous voici donc en présence du projet de loi PACTE, le plan d'action pour la croissance des entreprises.

En commission, nous avons, dans vos bouches, entendu tous les classiques. Monsieur le ministre, je vous cite : « C'est le bon moment pour donner un nouvel élan à notre croissance » ; « C'est le bon moment pour renforcer la croissance » ; « C'est le bon moment pour libérer la croissance » ; « C'est le bon moment pour lever les obstacles à la croissance » ; « C'est le bon moment pour activer un levier de croissance ».

M. Bruno Le Maire, ministre. C'est vraiment le bon moment. (*Sourires.*)

M. François Ruffin. Je tiens à vous féliciter. Je me demande même où vous allez chercher tout ça : quelle rhétorique inédite, originale, franchement neuve !

M. Bruno Bonnell. C'est le commentaire d'un pro !

M. François Ruffin. Il me semble que j'entendais déjà cela dans le ventre de ma mère : crise, croissance, crise, croissance... Valéry Giscard d'Estaing, j'ai vérifié, tenait déjà ce langage. Je le cite : « Les derniers indices font apparaître la reprise d'une certaine croissance. Donc, la France est en train de sortir de la crise ». Puis, alors que j'étais en culottes courtes, il y a eu François Mitterrand : « On attend, on annonce encore pour le mois prochain, dans deux mois, dans six mois, un retour à la croissance ».

Chirac reprenait le même refrain, en mode volontariste : « La croissance, il faut la faire, elle est entre les mains de chacun d'entre vous. » Puis nous avons eu Nicolas Sarkozy. Vous avez oeuvré, monsieur le ministre, à ses côtés pour aller chercher « avec les dents » un point de croissance supplémentaire. Selon lui, « Il faut qu'on libère les forces de croissance ». François Hollande, lui, a comme d'habitude brillé par son conformisme : « Il n'y aura pas de croissance sans confiance. Il n'y aura pas de confiance sans croissance. » Jusqu'à l'actuel président, Emmanuel Macron, qui nous a, depuis Versailles, causé comme le faites, monsieur le ministre, de croissance durable et de croissance partagée. Il a sonné le tocsin : « Nous devons à présent libérer les freins à la croissance des entreprises ».

Voilà quarante ans que vous nous récitez ce catéchisme. Quarante ans que vous êtes dans l'incantation et dans l'invocation d'une puissance céleste : la croissance. Quarante ans que, sorciers à costume, vous nous faites du vaudou. Quarante ans que vous scrutez les statistiques comme les augures scrutaient, à Rome, les entrailles des oies, nous promettant éternellement la croissance.

M. Jean-Luc Mélenchon. Excellent !

M. François Ruffin. Quarante ans que la croissance est votre croyance. Quarante ans que vous la guettez. Quarante que vous priez, mains jointes, pour son retour. Entre parenthèses, je me définis, comme d'autres se disent agnostique, comme « accroissant » : j'ai évacué ce paramètre comme j'ai évacué Dieu de mon champ de vision.

Mme Olivia Gregoire, Présidente Commission spéciale sur la croissance et la transformation des entreprises. Vous ne seriez pas plutôt décroissant ?

M. François Ruffin. Et comment comptez-vous l'obtenir, aujourd'hui, cette croissance ? Avec de la concurrence, des privatisations, de la simplification, des incitations, de la compétition, dites-vous.

Vous avez beau les prononcer avec emphase, vous avez beau simuler l'enthousiasme, ce sont des mots-cadavres qui tombent de votre bouche, des mots déjà usés, des mots épuisés, des mots avortés, des mots mort-nés : croissance, concurrence, compétition, simplification. C'est donc ça, votre nouveau monde ? Que de très vieilles idées, avec de très vieux mots. Vous sonnez vide et vous raisonnez creux.

L'idée m'en est venue : Emmanuel Macron, pour moi, c'est un peu Dorian Gray. Vous avez évidemment lu ce roman d'Oscar Wilde dans lequel un jeune aristocrate se sent éternellement jeune. Il l'est d'ailleurs – son visage l'est – mais le soir, il retrouve son portrait qui vieillit et s'enlaidit à sa place. Il fallait à l'oligarchie un visage neuf pour une très vieille politique : ce fut Emmanuel Macron, ou le thatchérisme à visage poupin. Mais je suis sûr que le soir, quand il se regarde dans son miroir, il voit Giscard, il voit Pompidou, il voit les rides d'un très vieux monde qui radote : Croissance ! Croissance ! Croissance !

Je voudrais ici porter une idée neuve en Europe : la croissance ne fait plus le bonheur. Un tableau fourni par l'Organisation des Nations unies le montre bien. Que nous dit-il ? Que dans les premières phases du développement, la richesse apporte en effet aux pays un supplément de bien-être : l'espérance de vie s'élève très rapidement. C'est vrai dans les pays pauvres. Mais d'autres phases suivent : plus le niveau de vie augmente, plus le lien entre revenu et espérance de vie s'atténue. Il finit par disparaître entièrement : à partir d'environ 25 000 dollars par habitant, la courbe ascendante devient horizontale.

Faisons maintenant un zoom sur les pays les plus riches. Que remarque-t-on ? Eh bien justement, rien ! Dans les pays les plus riches, il n'y a plus de lien entre le niveau de richesse et le niveau de bien-être. Les pays se trouvent distribués de façon aléatoire : les États-Unis, le pays le plus riche, ont une espérance de vie inférieure à celle l'Espagne et à celle de la Nouvelle-Zélande, et à celle de pays où le revenu par habitant est presque deux fois moindre ! Et on obtient les mêmes résultats, les mêmes courbes et la même incohérence si, à la place de l'espérance de vie, on prend tous les problèmes sanitaires et sociaux, comme la mortalité infantile, l'obésité ou les homicides.

Cela signifie une chose simple et essentielle : la croissance ne fait plus le bonheur. D'ailleurs, depuis quarante ans qu'on nous répète crise-croissance-crise-croissance, autrement dit depuis le milieu des années 70, le revenu par habitant en France a quasiment doublé. Mais pour le taux de bonheur, c'est-à-dire la proportion des personnes se déclarant heureuses, cela n'a rien à voir ! Si vous regardez la courbe du revenu par tête de pipe, c'est-à-dire par habitant, et celle du taux de bonheur déclaré, elles sont complètement disjointes : le niveau de bonheur n'augmente plus, même si la croissance persiste.

M. Pacôme Rupin. Oui, mais l'on vit mieux !

M. François Ruffin. Ce n'est donc plus, aujourd'hui, la croissance qui nous apporte un supplément de bien-être.

M. Bruno Bonnell. Quel sophisme !

M. François Ruffin. Pourquoi, alors, vous accrocher à cette croissance ? Pourquoi marteler ce dogme ? Pourquoi êtes-vous, aujourd'hui encore, prêts à priver les salariés de cantine, à privatiser les aéroports et le Loto et à déréglementer les tarifs du gaz au nom de cette croissance ?

C'est que, pour les puissants, la croissance remplit une fonction, un rôle idéologique. Elle permet de dire aux gens : prenez patience, votre sort va s'améliorer – mais attendez d'abord la croissance. C'est un sédatif. C'est une camisole rhétorique.

Que proclame, par exemple, le président Macron ? Que, comme on l'a encore répété à cette tribune, « sans croissance, il n'y a aucune chance d'avoir de la redistribution. » C'est faux. C'est archi-faux.

C'est une imposture. On peut redistribuer. On peut redistribuer tout de suite. Et on peut redistribuer massivement.

M. Jean-Luc Mélenchon. Oui, massivement !

M. François Ruffin. Pourquoi, alors, un tel mensonge ? Parce que Macron est l'homme des 500 familles. Des 500 familles qui se gavent. Des 500 familles qu'on retrouve chaque année dans Challenges, qui est, vous le savez, ma lecture favorite. L'an dernier, ce magazine de l'économie écrivait : « Le constat saute aux yeux : le patrimoine des ultra-riches, en France, a considérablement progressé depuis deux décennies. La valeur des 500 fortunes a été multipliée par sept ! Des chiffres qui témoignent du formidable essor des entreprises au bénéfice de leurs actionnaires ». « Résultat : les "500", qui ne comptaient que pour l'équivalent de 6 % du PIB en 1996, pèsent aujourd'hui 25 % ! »

Mais cela, c'était l'an dernier : cette année, dans le nouveau classement de Challenges, ces 500 fortunes, qui pesaient l'an dernier 25 % du PIB, représentent aujourd'hui 30 % de ce même PIB ! Ils ont donc gagné 5 % en douze mois seulement.

Et ce qui manquerait, après tout ça, c'est la croissance ? Non, ce qui manque, c'est le partage. Le partage d'abord, le partage tout de suite ! Le gâteau devant nous est énorme, gigantesque : 2 300 milliards d'euros. Voilà le PIB de la France. Deux mille trois cents milliards d'euros ! Une richesse jamais atteinte ! Il y a de quoi déguster pour tout le monde, et même largement.

Partageons !

Mais ce mot, partage, vous fait horreur. Partageux : c'est pour les riches depuis toujours un cri d'effroi.

Mme Olivia Gregoire, *rapporteuse spéciale*. Et quand il n'y a plus rien à partager ?

M. François Ruffin. Votre raisonnement, alors, c'est-à-dire le raisonnement que l'on nous serine depuis quarante ans, c'est : on va faire grossir le gâteau, comme ça, les pauvres auront plus de miettes, les riches auront un plus gros morceau et tout le monde sera content.

Mme Olivia Gregoire, *rapporteuse spéciale*. Et la dette ?

M. François Ruffin. C'est une imposture. C'est une escroquerie.

Un économiste, ou un intellectuel, l'a d'ailleurs dit très clairement : « Il est un mythe savamment entretenu par les économistes libéraux, selon lequel la croissance réduit l'inégalité. Cet argument permettant de reporter "à plus tard" toute revendication redistributive est une escroquerie intellectuelle sans fondement. » Qui formulait cette brillante analyse ? Qui disait : n'attendez pas la croissance pour redistribuer ? Savez-vous, monsieur le ministre, qui a dit cela ?

Mme Nadia Hai. Vous allez nous le dire !

M. François Ruffin. Jacques Attali ! Mais en 1973... Depuis, il les a rejoints, les économistes libéraux. Il en a pris la tête, il a répandu cette escroquerie intellectuelle sans fondement. Il a conseillé Ségolène Royal avant de rejoindre Nicolas Sarkozy et de pondre ensuite, aux côtés d'Emmanuel Macron, ses 316 propositions pour libérer la croissance française, symbole de la pensée unique. D'une présidence à l'autre, cette escroquerie intellectuelle se perpétue donc.

Mais l'escroquerie tourne aujourd'hui à la tragédie. Car enfin, et surtout, il y a la planète. Vous aurez beau habiller votre croissance de tous les adjectifs du monde – verte, durable, soutenable... – à qui ferez-vous croire que l'on va produire plus et polluer moins ?

C'est du bidon. C'est du baratin greenwashé. C'est du verdissement lexical. La vérité, et vous le savez, c'est que le gâteau PIB est aujourd'hui truffé de trucs toxiques, bourré de glyphosate, pourri de plastique, et qu'il ne fait plus tellement saliver.

La vérité, et vous le savez, c'est qu'on en est déjà, en trente ans, à 30 % d'oiseaux en moins, 80 % pour les insectes volants, les papillons, les coccinelles. Et les prévisions montent à 95 % pour 2030, c'est-à-dire une disparition quasi-totale pour demain, en France !

La vérité, et vous le savez, c'est qu'on est déjà au-dessus de 1,5 degré de réchauffement climatique – au-dessus de 2 degrés et, sans doute, de 3 degrés. Les pôles fondent, et les glaciers avec eux.

La vérité, c'est que l'angoisse monte encore plus vite que le niveau des océans. Quel air, quelle terre, quelles mers allons-nous laisser à nos enfants ?

La vérité, c'est que tout cela, vous le savez, mais vous continuez comme avant, répétant « Croissance ! Croissance ! Croissance ! » comme si de rien n'était.

La vérité, c'est que votre oligarchie préfère les profits à la vie.

La vérité, c'est que vous êtes les dirigeants du pays, mais que vous le dirigez droit dans le mur écologique, droit au *crash* environnemental, droit à l'effondrement. On y va, on y fonce gaiement et le pied sur l'accélérateur : Croissance ! Croissance ! Croissance !

La vérité, c'est que vous êtes aveuglés, inconscients, délirants. Il faut d'urgence que les gens, le peuple, les masses, appelez ça comme vous voudrez, reprennent le volant, changent de direction, appuient sur le frein. À moi, à nous d'assumer cette rupture, de la proclamer, de la marteler : votre croissance, nous ne l'attendons plus, nous n'en voulons plus et même, elle nous tue !

C'est une camisole, cette croissance. C'est une camisole pour la politique et c'est une camisole pour l'imaginaire, parce que tant qu'on espère la croissance, on ne porte aucune autre espérance. On prie, à genoux, en cadence, pour un monde révolu, alors que si ça se trouve, bien mieux s'ouvre à nous. Un avenir pas seulement vivable, mais désirable nous tend les bras, bien plus plaisant que votre vieux monde rabougri et ridé.

C'est un défi que l'épidémiologiste anglais Richard Wilkinson énonce ainsi : « C'est la fin d'une époque. Jusqu'ici, pour améliorer notre condition, il y avait une réponse qui marchait : produire plus de richesse. Nous avons passé un certain seuil, et ce lien est désormais rompu. C'était prévisible : si notre estomac crie famine, manger du pain est le soulagement ultime ; mais une fois notre estomac rassasié, disposer de nombreux autres pains ne nous aide pas particulièrement. Nous sommes la première génération à devoir répondre de façon plus novatrice à cette question : comment améliorer autrement la vie humaine ? Vers quoi nous tourner si ce n'est plus vers la croissance économique ? »

Eh bien, je réponds – nous répondons, avec Richard Wilkinson, avec Dominique Bourg, avec Hervé Kempf, avec Paul Ariès, avec Aurélien Barrau et, peut-être, avec Nicolas Hulot ; avec bien d'autres encore, nous répondons : moins de biens, plus de liens ! Nous répondons : consommer moins, répartir mieux ! Nous répondons : le partage, surtout, le partage, tout de suite. Nous répondons : égalité – l'égalité qui est au cœur du triptyque républicain Liberté, Égalité, Fraternité, l'égalité sans quoi tout s'écroule, l'égalité aujourd'hui oubliée, bafouée, chaque jour piétinée.

Aujourd'hui, vous m'écoutez comme un original, comme un marginal, bien assis que vous êtes sur vos certitudes – Croissance ! Croissance ! Croissance ! Mais un vent se lève. C'est même un orage, une terrible tempête, que moi aussi je redoute et qui viendra balayer votre assurance, qui viendra imposer une évidence : les fous, c'est vous – les fous qui prônez une croissance infinie dans un monde fini, les fous qui menez l'humanité à son suicide.

Heureusement, il reste quelques sages, des gens peut-être sans cravate, ou aux cheveux longs, ou au langage mal policé, mais des gens au fond infiniment plus raisonnables et qui préparent pour demain, pour notre pays, une autre espérance. (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI et Socialistes et apparentés. – M. M'jid El Guerrab applaudit aussi.*)

Réponse de Bruno Le Maire

M. Bruno Le Maire, *ministre*. Monsieur Ruffin, j'ai écouté attentivement votre intervention, qui était, comme d'habitude, brillante, mais qui, à un moment donné, a déraillé. Vous nous avez dit que, depuis votre petite enfance, jusque « dans le ventre de votre mère » – je ne fais que reprendre vos propos –, vous avez entendu les mots « crise, croissance, crise, croissance », systole, diastole, systole, diastole, les battements du cœur... Je veux vous rassurer : nous avons, nous aussi, un cœur, et nous ne rêvons pas forcément de crise et de croissance ; il nous arrive de rêver des étoiles, de la mer, des beaux paysages, des arbres, de nos enfants, de la vie qui va venir. Mais là où votre raisonnement a commencé à dérailler, c'est quand vous nous avez dit que la croissance ne fait pas le bonheur.

M. Charles de Courson. Mais la décroissance, c'est pire !

M. Bruno Le Maire, *ministre*. Cela me rappelle un proverbe qu'on cite souvent : l'argent ne fait pas le bonheur mais, malgré tout, y contribue. Eh bien la croissance, c'est la même chose ; je ne vous dis pas qu'elle fait le bonheur de tous, mais je pense qu'elle y contribue. C'est la croissance mondiale qui a permis – les derniers chiffres de l'ONU sont, à ce titre, éloquentes – de sortir des dizaines de millions de personnes de la pauvreté à travers la planète. Sans croissance, il n'y a pas de fin à la pauvreté dans le monde. Je pense, très simplement, à ces familles, à ces gens, qui, le matin, en se levant – je sais que vous êtes attentif à cette question : vous avez fait un film remarquable sur le sujet – se demandent s'ils vont trouver un travail, s'ils vont pouvoir nourrir leurs enfants, s'ils vont pouvoir payer leur logement.

M. François Ruffin. Ce qu'il faut, c'est la croissance pour tous ! (*Exclamations.*)

Mme la présidente. Monsieur Ruffin, seul M. le ministre a la parole.

M. Bruno Le Maire, *ministre*. Je vous ai écouté avec un calme olympien. Je sais que ce n'est pas dans votre caractère mais la politique, c'est aussi, parfois, savoir changer de caractère (*Sourires et exclamations*)...

Un député du groupe LR. Et de parti !

M. Bruno Le Maire, *ministre*. ...ou le faire un peu évoluer. Je vous propose de revenir sur cette question fondamentale de la croissance. Oui, la croissance est essentielle pour permettre à chacun, tout simplement, de payer son loyer, d'acheter son logement, de nourrir ses enfants, de payer un voyage, de partir en vacances, de s'acheter sa voiture, de l'alimenter en essence. La question n'est pas de savoir si nous voulons, oui ou non, de la croissance, c'est de savoir quelle croissance nous voulons.

M. François Ruffin. Et pour qui !

M. Bruno Le Maire, *ministre*. Cette croissance me paraît indispensable pour tous les Français, sans exception.

M. Sébastien Jumel. La croissance n'est pas la même pour tout le monde !

M. Bruno Le Maire, *ministre*. Je vous invite à lire – je pense que beaucoup d'entre vous l'ont fait, sur tous les bancs – le rapport remarquable de l'INSEE – Institut national de la statistique et des études économiques – sur la pauvreté en France, dont le Président de la République a parlé longuement. Il montre de manière très précise que la France compte 14 % de pauvres. Autrement

dit, 14 % des Français vivent en dessous du seuil de pauvreté, pourcentage qui s'élève à 37 % parmi les chômeurs. Monsieur Ruffin, le vrai scandale français, c'est que la croissance ne produit pas suffisamment d'emplois, c'est qu'il n'y a pas de travail pour tout le monde, c'est que chacun s'inquiète encore pour ses enfants – je pense en particulier au père de famille, à la mère de famille, qui se trouve licencié à cinquante ans parce qu'il n'y a pas assez de travail pour tous. Tout le travail de cette majorité, ici, est de soutenir les entreprises pour qu'elles créent des emplois sur tous les territoires, pour tous les Français, sans exception. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*) Telle est notre volonté.

M. Fabien Di Filippo. Je croyais qu'il fallait juste traverser la rue pour trouver du travail !

M. Bruno Le Maire, ministre. M. Mélenchon nous disait tout à l'heure que c'est un sujet de civilisation. Il a raison : derrière chaque texte de loi, chaque acte politique, chaque décision politique, il y a une certaine idée de la civilisation. J'aurais aimé apporter une réponse à M. Mélenchon sur sa conception de la civilisation, que je ne partage pas, même si elle est évidemment respectable. Une civilisation, c'est une technique et c'est un esprit, mais il n'y a pas de civilisation sans technique. La civilisation de la roue reposait bien sur une technique, et cette roue a été améliorée.

M. Fabien Di Filippo. Il y a aussi la civilisation de la girouette !

M. Bruno Le Maire, ministre. Elle a d'abord été pleine – c'était un morceau de bois – puis elle a été vidée, dotée de rayons, allégée, puis on a inventé le pneumatique et, à présent, on met au point une roue qui sera totalement autonome et enregistrera des données. C'est de la technique. Il n'y a pas de civilisation sans technique, et la maîtrise de la technique, de l'innovation, de la technologie – cela me permet aussi de répondre à M. Bilde –, c'est ce qui fait l'indépendance et la souveraineté d'une nation. Il n'y a plus de nation souveraine, au XXI^e siècle, sans souveraineté technologique, sans innovation et sans financement de cette innovation. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*) Oui, je crois à la technique. Oui, je pense que la technique améliore la vie des gens. Oui, quand je vais visiter un canceropôle, et que je vois la capacité du monde médical français à forcer les portes de l'ADN pour savoir si une jeune femme de vingt-cinq ans va développer un cancer du sein, je suis fier de la civilisation française et de la civilisation européenne, qui sait, à partir de l'étude du corps humain, améliorer la vie de chacun. Oui, quand je vais visiter des hôpitaux, et que je constate les développements de l'immunothérapie pour lutter contre le cancer de manière moins invasive qu'avec de la chirurgie ou de la chimiothérapie – laquelle, on le sait, affaiblit les malades et détruit leur vie – je suis fier d'être dans un pays qui s'inscrit dans la civilisation de la technique. La technique améliore la vie de chacun, notamment de ceux qui souffrent et sont malades. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*) M. Mélenchon a le droit de critiquer la civilisation de la technique, mais je suis en désaccord avec lui.

La civilisation, c'est un esprit aussi. Et oui, derrière les projets que nous défendons, il y a un esprit français, l'esprit de la création, l'esprit de la justice, parce que notre texte veut lutter contre les inégalités. Je l'ai dit et je le redirai sans cesse au cours de ce débat, il n'est pas anormal qu'il y ait des salaires élevés et des salaires plus faibles en France. Mais j'estime totalement injuste qu'il y ait des salaires trop élevés et des salaires trop bas, et nous ferons la transparence sur les inégalités salariales,...

M. Boris Vallaud. Ce n'est pas suffisant !

M. Bruno Le Maire, ministre. ...pour que chacun connaisse les différences salariales exactes dans une entreprise en France. Vous avez tous dit que la moyenne des salaires était un indicateur insuffisant : nous irons plus loin en rendant obligatoire l'élaboration d'un rapport d'équité, qui contiendra non seulement la moyenne des salaires, mais également le salaire médian, afin de connaître la distribution des salaires dans les plus grandes entreprises françaises. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

Une civilisation, c'est un esprit, l'esprit de justice, l'esprit de lutte contre les inégalités. C'est aussi l'esprit de respect de notre planète. Sur ces bancs, nous pouvons tous nous rejoindre sur ce point. Aucune création de richesse ne vaut la peine si elle épuise la richesse principale, celle de notre planète. Le Président de la République, à la tribune des Nations unies, vient d'indiquer qu'il refuserait désormais la signature d'un accord commercial avec un État qui ne respecterait pas l'Accord de Paris sur le climat ; c'est une manière de dire que la civilisation européenne respecte la planète davantage que la production de richesses qui pourrait l'épuiser. Voilà ce que nous défendons comme civilisation !

Notre civilisation, c'est de la technique et c'est un esprit, l'esprit des Lumières, l'esprit de la raison, l'esprit de protection de notre planète, l'esprit de justice dont je viens de vous parler, et l'esprit européen. Il ne peut pas y avoir de réussite française sans réussite européenne. Au début de ce débat sur notre économie, sur l'investissement dans les nouvelles technologies et sur les choix économiques qui vont engager la Nation tout entière, je veux vous faire part de ma préoccupation profonde quant à ce qui se passe en Europe. Jamais, je n'ai été aussi inquiet pour l'avenir de l'Europe. Jamais, en quinze ans de vie politique et d'engagement européen, qui est un engagement de tous les instants – j'ai été secrétaire d'État aux affaires européennes sous Nicolas Sarkozy et j'ai été ministre de l'agriculture, faisant, à cette occasion, le tour de tous les États européens –, je n'ai été aussi inquiet pour l'avenir de la construction européenne. Car je vois monter des forces d'opposition, des forces de repli, des forces nationalistes (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LR et parmi les députés non inscrits.*), qui n'ont pas compris que la souveraineté nationale dépendait désormais de notre capacité à rassembler nos forces, à rassembler nos investissements, à rassembler nos capacités de recherche et de technologie pour faire face à la Chine et aux États-Unis. Si certains veulent se faire écraser comme dans un casse-noix par les deux grandes puissances que sont aujourd'hui la Chine et les États-Unis, grand bien leur fasse ! Mais je veux leur dire que, demain, il n'y aura de capacité technologique, d'indépendance et de souveraineté pour la France que dans le cadre de l'Union européenne. Il n'y aura de puissance que dans le cadre d'une monnaie unique, que vous, le Front national et vous, monsieur Dupont-Aignan, vous rejetez au risque d'appauvrir chaque citoyen français.

M. Ludovic Pajot. C'est vous qui les appauvrissez !

M. Bruno Le Maire, *ministre.* Voilà le vrai débat ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*) Voilà la grande question !

M. Bruno Bilde. Et le bilan de l'euro ?

M. Bruno Le Maire, *ministre.* Voilà, monsieur Bilde, la question qui se pose aujourd'hui ! Que chacun choisisse son camp et le fasse franchement ! Que chacun sache ce qu'il veut véritablement ! Une puissance économique nationale doit se construire dans un cadre européen et au service de la civilisation européenne. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)